

Royaume du Maroc



Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Mise
à Niveau de l'Économie

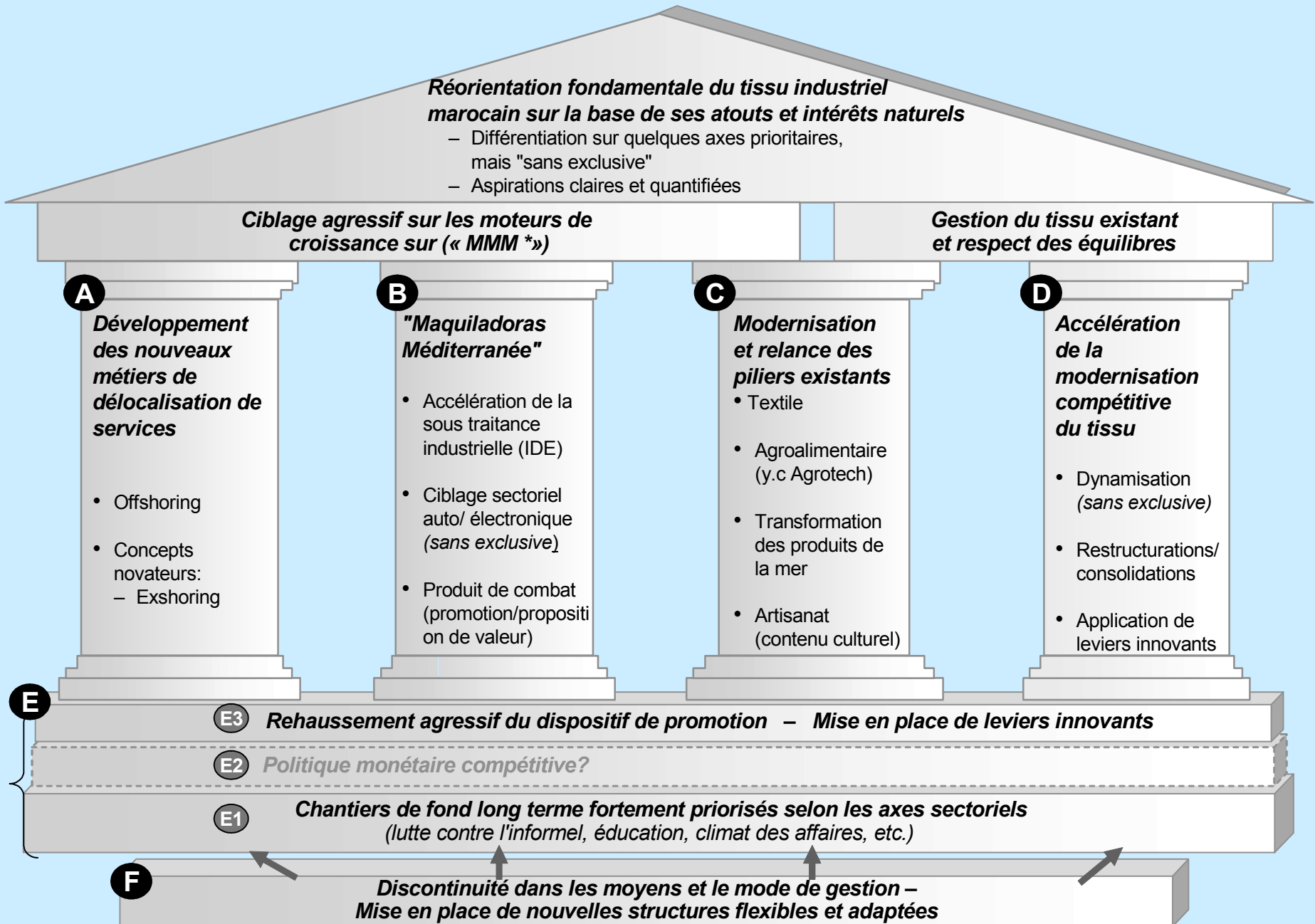
PROJET DE PLAN D'ACTION MAROC
la Réforme de la Réglementation,
Fourniture des Services Publics et les PPP

Paris 25 Avril 2006

Le Maroc mène **une politique ambitieuse et volontariste** aux fins de renforcer la compétitivité de l'économie du pays. Cette politique est, notamment, fondée sur **3 priorités** :

- Offrir aux entreprises un **environnement macro-économique stable**, un système financier et juridique plus performant, et un accès à des services publics et des infrastructures de base de qualité.
- Accompagner les entreprises dans leurs actions de modernisation et de gain de performance aux fins **d'accroître leur productivité.**
- Impulser l'émergence et le développement de nouveaux secteurs structurants à fort potentiel de croissance (**Programme Emergence**)

PILERS DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL



SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 1)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Cadre réglementaire pour la fourniture du service public:
Contribuer à l'amélioration du Cadre pour l'investissement et du développement territoriale au Maroc

Actions à court terme (12/18 mois)

Soutien à la création des pôles régionaux dans le cadre de la stratégie du développement du secteur industriel « Émergence » :
(Benchmarking internationale, Séminaire au Maroc)

Responsable : *Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'économie*

Propositions pour la coopération

• *Analyse et benchmarking des bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE concernant les modalités pour l'établissement d'un cadre réglementaire pour des pôles économiques.*

• *Réalisation d'un séminaire au Maroc avec des experts internationaux pour soutenir le développement de ce cadre au Maroc*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 2)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Cadre réglementaire pour la fourniture du service public:
Contribuer à la définition du cadre réglementaire pour les PPPs et les concessions

Actions à court terme (12/18 mois)

Identification des bonnes pratiques Concernant le processus de libéralisation des secteurs de l'économie marocaine. Cette activité inclut :
(Définition des secteurs prioritaires, Benchmarking internationale, Évaluation des expériences nationales, Analyse du cadre institutionnel des concessions)

Responsable : *Ministère chargé (des Affaires économiques et générales, de Finances, de l'Eau et de l'Aménagement du Territoire, de l'Intérieur, de l'Équipement et des Transports, de l'Énergie et l'ANRT)*

Propositions pour la coopération

➤ *Analyse et benchmarking des bonnes pratiques dans les pays de l'OCDE concernant les processus de libéralisation de secteurs économiques prioritaires*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 3)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Reforme de la réglementation :

- * Contribuer à l'amélioration des capacités pour la réforme de la réglementation.
- * Introduction des techniques d'évaluation pour la performance du gouvernement marocain ;
- * Introduction des outils pour améliorer la qualité de la législation et la transparence du cadre Réglementaire;

Actions à court terme (12/18 mois)

Soutien à l'établissement d'un Centre Régional pour l'Évaluation des Politiques Publiques. Le Directeur de l'ENA s'est proposé à abriter ce Centre qui pourrait servir à la **formation des cadres de la fonction publique afin de rationaliser la gestion des secteurs publics et l'application des lois.** Les volets prioritaires sur lesquels pourrait se concentrer le Centre seraient : **(Évaluation ex-post du cadre juridique et réglementaire pour l'investissement, Évaluation ex-post du cadre juridique et réglementaire de secteurs économiques retenus pour être concédés au secteur privé)**

Responsable : Ministère chargé (des Affaires économiques et générales, Institut National de la Statistique et d'économie appliquée et l'ENA)

Propositions pour la coopération

- ☛ Soutien technique et financier des pays de l'OCDE ;
- ☛ Experts de la réglementation des pays de l'OCDE contribuent à la consolidation des programmes de formation

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 4)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Reforme de la réglementation :

*Introduction des outils pour
Améliorer la qualité de la
législation et la transparence
du cadre réglementaire;*

Actions à court terme (12/18 mois)

*Projet pilote pour l'introduction de
l'étude d'impact économique dans la
législation (Soutien à la Direction de la
Réglementation et du Contrôle du
Ministère de l'Aménagement du
Territoire, de l'Eau et de
l'Environnement)*

Responsable : *Ministère de
l'Aménagement du Territoire, de l'Eau
et de l'Environnement*

Propositions pour la coopération

*☛ Soutien technique de
l'OCDE pour la mise en
place et l'utilisation de
l'analyse d'impact*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 5)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Reforme de la réglementation :

- * Contribuer à l'amélioration des capacités pour la réforme de la réglementation.
- * Introduction des outils pour améliorer la qualité de la législation et la transparence du cadre Réglementaire;

Actions à court terme (12/18 mois)

*Programme pilote de « coaching » sur les bonnes pratiques internationales en matière de **réforme de la réglementation au profit de différents Départements ministériels. L'objectif est d'aider les services techniques de ces départements à préparer des textes de lois** (Étude de cas : Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'économie et Ministère de la Modernisation des Secteurs Publiques .*

***Responsable :** Ministère chargé (de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'économie, Ministère de la Justice , ENA)*

Propositions pour la coopération

- ☛ *Soutien technique et financier des pays de l'OCDE ;*
- ☛ *Experts des services juridiques des pays de l'OCDE soutiennent le coaching*
- ☛ *Coordination avec le Ministère de la Justice*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 6)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

*Reforme de la réglementation :
Contribuer à l'amélioration
des capacités pour la réforme
de la réglementation.*

Actions à court terme (12/18 mois)

*Charte régionale de la qualité
réglementaire*

Responsable : Premier Ministre

Propositions pour la coopération

*Experts de l'OCDE
soutiennent la rédaction
d'une chartre régionale de
la qualité réglementaire*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 7)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Réforme de la réglementation :

- * Contribuer à l'amélioration du cadre réglementaire pour l'investissement
- * Contribuer à l'amélioration des capacités et des techniques pour la réforme de la réglementation

Actions à court terme (12/18 mois)

Soutien au Comité National des Procédures relatives à l'Investissement (CNPI). Cet action vise à contribuer dans la « Phase de la simplification des procédures (Phase II) » particulièrement sur : (Séminaire au Maroc pour contribuer à la sensibilisation des décideurs pour la simplification des procédures et le Soutien à l'élaboration et la vulgarisation d'un guide pour la simplification des procédures et l'allégement des formalités liées à l'investissement)

Responsable : Ministère chargé : (des Affaires Économiques et Générales, de la Justice, de l'Intérieur et des Centres Régionaux d'investissement.

Propositions pour la coopération

- ☛ Soutien technique et financier des pays de l'OCDE;
- ☛ Experts de la simplification administrative dans les pays OCDE soutiennent l'élaboration du guide
- ☛ Collaboration possible avec USAID (à confirmer) car il soutien déjà le travail du CNPI

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 8)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Réforme de la réglementation :

Introduction des outils pour améliorer la qualité de la gestion publique

Actions à court terme (12/18 mois)

Soutien au projet de réduction des charges de fonctionnement au sein de l'administration. Ce projet comprend : (Identification des bonnes pratiques pour l'externalisation des services et préparation de la réglementation y affèrente).

Responsable : Ministère de la Modernisation des Secteurs Publics

Propositions pour la coopération

☛ *Soutien technique et financier des pays de l'OCDE*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 9)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Réforme de la réglementation :

Soutien à la communication sur le cadre réglementaire au Maroc

Actions à court terme (12/18 mois)

Action structurante pour donner de la visibilité au travail de réglementation: l'établissement d'un registre réglementaire systématisé, accessible au public.

Ce projet comprend : (la codification des lois, la mise en ligne du cadre réglementaire et leurs changements, coordination avec les entreprises en charge des registres déjà existants)

Responsable : Secrétariat Général du Gouvernement

Propositions pour la coopération

• *Soutien technique et financier des pays de l'OCDE*

SUGGESTIONS D'AVANT PROJET DU PLAN D'ACTION DU MAROC (PAYS DE GFD) DANS LE DOMAINE DE LA REFORME REGLEMENTAIRE

PLAN D'ACTION (Point n° 9 suite)

Typologie des objectifs Stratégiques à long et moyen terme

Réforme de la réglementation :

Soutien à la communication du cadre réglementaire au Maroc

Actions à court terme (12/18 mois)

Soutien pour l'établissement d'un registre de formalités et autorisations, accessible au public. Cette activité comprend : (Établir un inventaire complet de toutes les formalités, Inscrire les formalités justifiées dans un registre électronique)

Responsable : Ministère chargé : (de l'Intérieur, de la Modernisation des Secteurs Publics, de l'Industrie, du Commerce et de la mise à niveau de l'économie)

Propositions pour la coopération

- ☛ *Soutien technique et financier des pays de l'OCDE*
- ☛ *Collaboration possible avec l'USAID (à confirmer) qui soutient un projet dans ce sens*